

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications, le 1er mars 1999, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "organisant la procédure devant la Chambre pour l'Interconnexion, les lignes louées, l'accès spécial et l'utilisation partagée, ainsi que le fonctionnement de celle-ci", a donné le 7 juin 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 1 maart 1999 door de Minister van Telecommunicatie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende de werking van en de procedure voor de Kamer voor Interconnectie, huurlijnen, bijzondere toegang en gedeeld gebruik", heeft op 7 juni 1999 het volgende advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient à la Chambre des représentants d'exercer en vertu de la Constitution, a pour conséquence que le Gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

*

*

OBSERVATION GENERALE

En ce qui concerne les lignes louées, l'avis L. 28.068/4 relevait le défaut de transposition de l'article 8 de la directive 92/44/CEE du Conseil du 5 juin 1992 relative à l'application de la fourniture d'un réseau ouvert aux lignes louées.

On peut lire dans le Rapport au Roi de l'arrêté royal du 4 mars 1999 précité :

"Enfin, l'avis du Conseil d'Etat a été suivi en ce qui concerne la transposition jugée défectueuse de l'article 8 de la Directive 92/44/CEE du Conseil du 5 juin 1992 relative à l'application de la fourniture d'un réseau ouvert aux lignes louées. Pour y remédier, la procédure de l'article 109quater devient également

.../...

applicable aux infractions aux arrêtés d'exécution de la loi. En effet, l'arrêté royal organisant les lignes louées définit spécifiquement les cas où la mise à disposition de lignes louées peut ou non être refusée. Si un opérateur de lignes louées ne le respecte pas, l'IBPT peut sanctionner l'infraction éventuelle à cet arrêté d'exécution, sans que la partie perdante ne saisisse la Chambre de cette affaire (voir l'article 10, A) du présent arrêté).".

A nouveau le Conseil d'Etat se doit de s'interroger sur la correcte transposition de la directive 92/44/CEE du Conseil du 5 juin 1992 relative à l'application de la fourniture d'un réseau ouvert aux lignes louées. L'article 8 de celle-ci prévoit en effet une décision de l'autorité réglementaire au cas par cas, les deux parties au litige entendues, avant tout refus, interruption ou réduction de disponibilité de lignes louées, et non une procédure unilatérale de sanction en cas de refus abusif.

Dès lors qu'il s'agit d'organiser une procédure contradictoire dans laquelle tant le fournisseur que l'utilisateur des lignes louées doivent être entendus, la Chambre paraît être l'instance la plus appropriée.

L'arrêté "organisant les lignes louées", auquel l'extrait du Rapport au Roi cité ci-dessus fait allusion, n'existe qu'à l'état de projet et doit encore être soumis à l'avis de la section de législation.

En tout état de cause, ainsi que la section de législation l'avait déjà observé dans son avis L. 28.068/4, et contrairement à ce qu'affirme à nouveau le Rapport au Roi, le présent projet est étranger à la transposition de l'article 12, 1), de la directive 92/44/CEE précitée qui traite d'une procédure de conciliation pouvant aboutir, par

.../...

définition, à un accord des parties, et non à une décision de l'autorité réglementaire nationale.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Préambule

Alinéa 1er

L'article 79ter de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, visé à titre de fondement légal du projet, a été inséré par la loi du 19 décembre 1997 et modifié par l'arrêté royal du 4 mars 1999.

Cet l'alinéa sera donc rédigé comme suit :

"Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 79ter, inséré par la loi du 19 décembre 1997 et modifié par l'arrêté royal du 4 mars 1999;"

Dispositif

Observations relatives à la structure du texte

1. Il ne se justifie pas de consacrer un chapitre, ne comportant qu'un seul article, à des définitions. Plusieurs d'entre elles sont par ailleurs superflues. En conséquence, on intégrera l'article 1er dans le chapitre II (devenant le chapitre premier).

.../...

2. Il est suggéré d'intituler le chapitre II (devenant le chapitre premier) "Définitions et règles relatives à l'introduction de la demande" afin de tenir compte de l'observation qui précède.

3. Comme le chapitre III du projet comporte des "Dispositions communes aux chapitres Ier et II" et que ces deux chapitres sont à grouper en un seul (voir la première observation formulée ci-dessus), il conviendrait d'omettre le groupement en chapitre des articles 7 à 14.

4. Au regard de la suppression de cette division, la section première du chapitre III devient le chapitre II. La section II devient, quant à elle, le chapitre III, et comme l'"expertise" ainsi que les "obligations de l'Institut et des parties" peuvent être rangées dans les "modalités de la procédure", il convient, par souci de simplicité, d'intégrer dans ce chapitre les articles 9 à 12 du projet.

5. Au regard de la suppression du groupement d'articles en chapitre III, ainsi que de la suppression du groupement d'articles en sections III et IV dans ce chapitre, la section V du chapitre III devient le chapitre IV. Le chapitre V ne change, quant à lui, pas de numérotation.

La structure du texte devient donc la suivante :

"Chapitre premier - Définitions et règles relatives à l'introduction de la demande" : articles 1er à 6;

.../...

"Chapitre II - Composition et fonctionnement de la Chambre" : articles 7 et 8;

"Chapitre III - Modalités de la procédure" : articles 9 à 12;

"Chapitre IV - Dispositions générales concernant les délais et frais" : articles 13 et 14;

"Chapitre V - Dispositions finales" : articles 15 et 16.

Article 1er

1. La définition qui figure au 1° est à omettre. Il est plus simple de citer la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises économiques avec sa date et son intitulé complet la première fois qu'il en est fait mention dans le dispositif, et de la citer ensuite en faisant usage des mots "loi du 21 mars 1991 précitée". Comme il n'est renvoyé à cette loi qu'à peu d'endroits du projet, ce procédé est en effet le plus approprié.

2. Au 3° (devenant le 2°), il convient de se conformer à l'appellation exacte utilisée à l'article 79ter, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 21 mars 1991 précitée. On écrira donc "les utilisations partagées" au lieu de "l'utilisation partagée".

.../...

3. Au 4° (devenant le 3°), il est plus clair de définir le litige en reprenant les termes qui figurent à l'article 79ter, § 2, de la loi du 21 mars 1991 précitée, tel que modifié par l'arrêté royal du 4 mars 1999, soit comme un "litige en matière d'interconnexion, lignes louées, accès spécial ou utilisation partagée".

4. La définition mentionnée au 5° est inutile et doit dès lors être omise.

Article 2

1. Dans la première phrase, les mots "à cette fin" sont superflus et doivent être omis.

2. Dans la deuxième phrase, il convient d'écrire "de son point de vue" au lieu de "du point de vue du demandeur".

Dans la même phrase, il convient d'écrire "des pièces probantes et de tous les autres documents nécessaires" au lieu de "des pièces probantes nécessaires et de tous les autres documents nécessaires".

.../...

L'article auquel il est renvoyé dans la dernière phrase de la disposition examinée, semble être l'article 7, et non l'article 8.

Article 3

1. Le paragraphe 1er, alinéa 1er, prévoit que la Chambre statue sur la recevabilité de la demande dans les cinq jours qui suivent la réception de la saisine de la Chambre.

La recevabilité est toutefois une question qui peut se révéler fort délicate et n'apparaître qu'à l'issue du débat contradictoire.

Mieux vaut, à ce stade, limiter l'examen de la Chambre à l'irrecevabilité manifeste et prévoir que dans les cinq jours ouvrables elle notifie la demande à la partie adverse, sauf si elle juge la demande manifestement irrecevable, auquel cas elle en informe la partie demanderesse.

2. Le paragraphe 1er, alinéa 2, prévoit une cause d'irrecevabilité, à savoir l'existence d'une procédure de conciliation dont l'Institut aurait été saisie, conformément à l'article 75, § 8, de la loi du 21 mars 1991.

Les directives européennes prévoient que les décisions de l'autorité réglementaire nationale en cas de litige doivent intervenir rapidement (1). L'article 4, § 1er, de l'arrêté royal du 10 décembre 1997 fixant une procédure de conciliation devant l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, prévoit que la proposition de conciliation de l'Institut doit intervenir "dans un délai raisonnable".

En privant les opérateurs du droit d'obtenir une décision de la Chambre pour régler leurs litiges tant qu'une procédure de conciliation est en cours devant l'Institut, le projet n'assurerait pas une correcte transposition des directives. La conciliation pourrait être utilisée de manière dilatoire par une des parties.

(1) L'article 9, paragraphe 5, en ce qui concerne l'interconnexion, et 11, en ce qui concerne la co-implantation et le partage des installations, de la directive 97/33/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 juin 1997 relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications en vue d'assurer un service universel et l'interopérabilité par l'application des principes de fourniture d'un réseau ouvert (ONP) prévoient que des mesures doivent être prises pour régler les litiges dans les six mois de la demande de l'une ou de l'autre des parties. Quant aux articles 16, paragraphe 2, de la directive 98/10/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 1998 concernant l'application de la fourniture d'un réseau ouvert (ONP) à la téléphonie vocale et l'établissement d'un service universel des télécommunications dans un environnement concurrentiel, en ce qui concerne l'accès spécial, et 8 de la directive 92/44/CEE précitée, en ce qui concerne les lignes louées, l'intervention de l'autorité réglementaire doit intervenir respectivement "avant qu'une décision finale de limitation ou de refus d'accès ne soit prise en réponse à une demande spécifique" et "dans le délai le plus court possible".

Article 4

Pour énoncer une règle, il convient d'utiliser le présent de l'indicatif, et non le futur. On écrira par ailleurs, "l'article 12, § 2, alinéa 2" au lieu de "l'article 12, § 2, 2e alinéa", et on terminera cet article par un point, non par un point-virgule.

Article 5

La possibilité offerte à l'Institut de prolonger le délai de six mois est incompatible avec les directives européennes (1).

En outre, ce délai de six mois est un délai maximum, rien ne devant empêcher la Chambre de rendre sa décision beaucoup plus rapidement.

L'article 5 doit donc être rédigé comme suit :

"Art. 5. La Chambre prend sa décision dans un délai de six mois à compter de la réception de la demande."

Article 6

A l'alinéa 2, il convient de prévoir quelles sont les informations qui doivent être publiées. Le texte en projet ne prévoit notamment pas s'il faut publier la date de la décision, le nom des parties ou la teneur de la décision.

(1) Voir note précédente.

Dans le même alinéa, il convient d'écrire "Moniteur belge" au lieu de "Moniteur Belge".

Article 7

1. La division en paragraphes sera omise. En effet, il n'y a lieu de diviser un article en paragraphes que lorsqu'au moins l'un de ces derniers comporte plusieurs alinéas.

2. Au paragraphe 1er (devenant l'alinéa 1er), il est suggéré d'écrire "dont un président" au lieu de "président y compris".

3. Au paragraphe 2 (devenant l'alinéa 2), la portée des mots "rétractation dûment acceptée" est totalement obscure. Le texte doit être revu.

Au même paragraphe, il convient d'écrire "de l'alinéa 1er" au lieu de "du paragraphe précédent".

Article 9

1. Au paragraphe 1er, il convient d'écrire "recueillir" au lieu de "récolter" et "de les lui faire parvenir" au lieu de "de lui faire parvenir des compléments d'information ou des explications".

.../...

2. Au paragraphe 2, les mots "A la demande d'une ou plusieurs parties, ou d'office" seront omis. Il convient par ailleurs d'écrire "compte tenu" au lieu de "contenu".

3. Au paragraphe 3, il convient d'écrire "des experts" au lieu de "experts".

4. Au paragraphe 4, les mots "régulière" et "régulièrement" sont à omettre.

Au même paragraphe, la portée des mots "et qu'elles n'ont pas invoqué d'excuse valable pour justifier leur absence" est imprécise. Suffit-il d'invoquer une "excuse", sans qu'il soit statué à son propos, pour que la Chambre ne soit plus "autorisée à remplir sa mission" ? Dans la négative, qui apprécie le caractère "valable" de l'"excuse", dans quels délais et selon quelle procédure ?

A propos du même paragraphe, afin que la Chambre puisse "s'assurer que la convocation a été reçue", sans doute conviendrait-il de prévoir que cette dernière est envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception.

5. Aux termes de l'article 79ter, § 1er, alinéa 3, de la loi du 21 mars 1991 précitée, qui constitue le fondement au projet, "Le fonctionnement de «La Chambre» ainsi que la procédure sont arrêtés par le Roi sur avis de l'Institut". Le paragraphe 6, qui donne à l'Institut le

.../...

pouvoir de régler des "modalités pratiques de la procédure", méconnaît cette disposition.

Article 11

1. Au paragraphe 1er, les mots "quand elle le juge nécessaire" sont à omettre car superflus.

Le paragraphe 6 est à omettre car superflu au regard de l'article 12, § 2.

Article 12

1. Le paragraphe 2, alinéa 1er, est mal formulé. Il serait plus simple d'y prévoir que "les parties font preuve de diligence dans les procédures décrites au présent arrêté".

2. Au paragraphe 2, alinéa 2, le Conseil d'Etat s'interroge sur l'efficacité réelle de la mesure de mise en demeure et de mention de celle-ci dans un rapport envoyé aux parties, dès lors que le texte n'y attache aucun effet.

Certes, le commentaire de l'article explique que "la partie la plus diligente peut utiliser ce rapport pour une requête auprès du juge ordinaire". Cette explication laisse le Conseil d'Etat perplexe. En effet, celui-ci ne voit pas sur quelle base le juge pourrait être saisi d'un incident de procédure devant la Chambre.

.../...

Article 14

Il convient d'omettre les mots "du présent arrêté".

Article 15

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison objective pour laquelle il y aurait lieu de déroger à la règle habituelle d'entrée en vigueur des textes réglementaires.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die de Kamer van volksvertegenwoordigers krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

ALGEMENE OPMERKING

Wat de huurlijnen betreft, is er in advies L. 28.068/4 op gewezen dat artikel 8 van richtlijn 92/44/EEG van de Raad van 5 juni 1992 betreffende de toepassing van Open Network Provision (ONP) op huurlijnen niet is omgezet.

In het verslag aan de Koning van het voormelde koninklijk besluit van 4 maart 1999 staat te lezen :

"Ten slotte is het advies van de Raad van State ook gevolgd wanneer hij stelt dat artikel 8 van Richtlijn 92/44/EEG van de Raad van 5 juni 1992 betreffende de toepassing van Open Network Provision (ONP) op huurlijnen slechts gebrekkig is omgezet. Om dat te verhelpen wordt de procedure van artikel 109quater ook van

.../...

toepassing op inbreuken op de uitvoeringsbesluiten van de wet. Het koninklijk besluit dat de huurlijnen regelt, omschrijft immers specifiek de gevallen waarbij de terbeschikkingstelling van huurlijnen al dan niet geweigerd mag worden. Indien een huurlijnoperator zich daaraan niet houdt kan het BIPT de eventuele inbreuk op dit uitvoeringsbesluit beteugelen zonder dat de benadeelde partij de zaak aanhangig maakt bij de Kamer (zie artikel 10, A) van onderhavig besluit).".

Opnieuw behoort de Raad van State vraagtekens te plaatsen bij de correcte omzetting van richtlijn 92/44/EEG van de Raad van 5 juni 1992 betreffende de toepassing van Open Network Provision op huurlijnen. Artikel 8 van deze richtlijn voorziet immers voor elke weigering, onderbreking of beperking van de huurlijnen, in een beslissing van de regelgevende instantie, per geval, na het horen van de twee partijen bij het geschil, en niet in een unilaterale strafprocedure in geval van onrechtmatige weigering.

Aangezien het erom gaat een procedure op tegenspraak uit te werken, waarin zowel de leverancier als de gebruiker van de huurlijnen moeten worden gehoord, lijkt de Kamer de meest geschikte instantie te zijn.

Het besluit "dat de huurlijnen regelt", waarop het hierboven aangehaalde uittreksel uit het verslag aan de Koning alludeert, bestaat slechts als ontwerp en moet nog ter fine van advies worden voorgelegd aan de afdeling wetgeving.

Zoals de afdeling wetgeving er in haar advies L. 28.068/4 reeds op had gewezen en in tegenstelling tot wat opnieuw in het verslag aan de Koning wordt vermeld, heeft

.../...

het onderhavige ontwerp hoe dan ook niets uit te staan met de omzetting van artikel 12, 1), van voormelde richtlijn 92/44/EEG, dat handelt over een bemiddelingsprocedure die, per definitie, kan leiden tot een akkoord tussen de partijen en niet tot een beslissing van de nationale regelgevende instantie.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Aanhef

Eerste lid

Artikel 79ter van de wet van 21 maart 1991 tot hervorming van bepaalde economische overheidsbedrijven, dat als rechtsgrond van het ontwerp wordt aangevoerd, is ingevoegd bij de wet van 19 december 1997 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 maart 1999.

Dit lid moet dus worden geredigeerd als volgt :

"Gelet op de wet van 21 maart 1991 tot hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 79ter, ingevoegd bij de wet van 19 december 1997 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 maart 1999;".

.../...

Dispositief

Opmerkingen in verband met de structuur van de tekst

1. Er is geen reden om een hoofdstuk, dat slechts één artikel bevat, te wijden aan definities. Verscheidene van die definities zijn trouwens overbodig. Artikel 1 moet bijgevolg worden opgenomen in hoofdstuk II (dat hoofdstuk I wordt).

2. Om rekening te houden met de voorgaande opmerking wordt voorgesteld aan hoofdstuk II (dat hoofdstuk I wordt) als opschrift "Definities en regels betreffende de indiening van het verzoek" te geven.

3. Aangezien hoofdstuk III van het ontwerp "Bepalingen, gemeenschappelijk aan de hoofdstukken I en II" bevat, en die twee hoofdstukken in één hoofdstuk moeten worden samengebracht (zie hierboven gemaakte eerste opmerking), verdient het aanbeveling de artikelen 7 tot 14 niet in een hoofdstuk samen te brengen.

4. Aangezien die indeling vervalst, wordt afdeling 1 van hoofdstuk III hoofdstuk II. Afdeling II wordt dan hoofdstuk III en aangezien het "deskundigenonderzoek" en de "verplichtingen van het Instituut en de partijen" kunnen worden ondergebracht bij de "nadere regels van de

.../...

procedure", dienen de artikelen 9 tot 12 van het ontwerp, om de structuur te vereenvoudigen, te worden opgenomen in dat hoofdstuk.

5. Doordat de verdeling van artikelen over hoofdstuk III, alsmede de verdeling van artikelen over de afdelingen III en IV in dat hoofdstuk vervalst, wordt afdeling V van hoofdstuk III hoofdstuk IV. De nummering van hoofdstuk V, zijnerzijds, verandert niet.

De structuur van de tekst dient zich dus aan als volgt :

"Hoofdstuk I - Definities en regels betreffende de indiening van het verzoek" : artikelen 1 tot 6;

"Hoofdstuk II - Samenstelling en werkwijze van de Kamer" : artikelen 7 en 8;

"Hoofdstuk III - Verloop van de procedure" : artikelen 9 tot 12;

"Hoofdstuk IV - Algemene bepalingen betreffende de termijnen en de kosten" : artikelen 13 en 14;

"Hoofdstuk V - Slotbepalingen" : artikelen 15 en 16.

.../...

Artikel 1

1. De definitie in onderdeel 1° dient te vervallen. Het is eenvoudiger de wet van 21 maart 1991 tot hervorming van bepaalde economische overheidsbedrijven aan te halen met de datum en het volledige opschrift ervan de eerste maal dat ervan melding wordt gemaakt in het dispositief en vervolgens die wet aan te halen met de woorden "voormelde wet van 21 maart 1991". Aangezien in het ontwerp slechts op een paar plaatsen naar die wet wordt verwezen, is die werkwijze immers de meest geschikte.

2. In de Franse tekst van onderdeel 3° (dat onderdeel 2° wordt) dient men zich te richten naar de juiste benaming die wordt gebruikt in artikel 79ter, § 1 eerste lid, van de voormelde wet van 21 maart 1991. Men schrijve dus "utilisations partagées" in plaats van "l'utilisation partagée".

3. Onderdeel 4° (dat onderdeel 3° wordt), zou duidelijker zijn indien het geschil wordt omschreven met de bewoordingen van artikel 79ter, § 2, van de voormelde wet van 21 maart 1991, zoals het is gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 maart 1999, te weten als een "geschil inzake interconnectie, huurlijnen, bijzondere toegang en gedeeld gebruik".

.../...

4. De in onderdeel 5° vermelde definitie dient als overbodig te vervallen.

Artikel 2

1. In de eerste zin dient het woord "daartoe" als overbodig te vervallen.

2. In de tweede zin schrijve men "van haar standpunt" in plaats van "van het standpunt van de verzoeker".

In dezelfde zin schrijve men "de bewijsstukken en alle andere nodige documenten" in plaats van "de nodige stavingsstukken en alle andere nodige documenten".

Het artikel waarnaar wordt verwezen in de laatste zin van de onderzochte bepaling blijkt artikel 7 te zijn en niet artikel 8.

Artikel 3

1. Paragraaf 1, eerste lid, bepaalt dat de Kamer uitspraak doet over de ontvankelijkheid van het verzoek binnen vijf dagen na de ontvangst van dat verzoek.

De ontvankelijkheid kan evenwel een zeer delicate zaak blijken te zijn en eerst duidelijk worden na afloop van de behandeling op tegenspraak.

.../...

Het zou beter zijn in die fase het onderzoek van de Kamer te beperken tot de kennelijke niet-ontvankelijkheid en te bepalen dat ze binnen vijf werkdagen het verzoek ter kennis brengt van de verwerende partij, tenzij ze oordeelt dat het verzoek kennelijk niet-ontvankelijk is, in welk geval ze de verzoekende partij daarvan op de hoogte brengt.

2. Paragraaf 1, tweede lid, voorziet in één grond van niet-ontvankelijkheid, te weten het bestaan van een verzoeningsprocedure die, overeenkomstig artikel 75, § 8, van de wet van 21 maart 1991, bij het Instituut zou zijn aangebracht.

De Europese richtlijnen bepalen dat de beslissingen van de nationale regelgevende instantie in geval van geschil snel moeten worden genomen (1). Artikel 4, § 1, van het

(1) Artikel 9, lid 5, betreffende de interconnectie, en artikel 11, betreffende de collocatie en het gedeeld gebruik van faciliteiten, van richtlijn 97/33/EG van het Europees Parlement en de Raad van 30 juni 1997 inzake interconnectie op telecommunicatiegebied, wat betreft de waarborging van de universele dienst en van de interoperabiliteit door de toepassing van de beginselen van Open Network Provision (ONP) bepalen dat binnen zes maanden na indiening van het verzoek van een van beide partijen maatregelen moeten worden genomen om het geschil te beslechten. De artikelen 16, lid 2, van richtlijn 98/10/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 februari 1998 inzake de toepassing van Open Network Provision (ONP) op spraaktelefonie en inzake de universele telecommunicatiedienst in een door concurrentie gekenmerkt klimaat, met betrekking tot de bijzondere toegang, en 8 van de voormelde richtlijn 92/44/EEG, met betrekking tot de huurlijnen, van hun kant bepalen dat de regelgevende instantie moet optreden respectievelijk "alvorens naar aanleiding van het verzoek definitief wordt besloten de toegang te beperken of te weigeren en "binnen de kortst mogelijke termijn".

koninklijk besluit van 10 december 1997 betreffende een verzoeningsprocedure voor het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie bepaalt dat het voorstel tot verzoening van het Instituut "binnen een redelijke termijn" moet worden voorgelegd.

Door de operatoren het recht te ontnemen op het verkrijgen van een beslissing van de Kamer om hun geschillen te beslechten zolang een verzoeningsprocedure aan de gang is voor het Instituut, zou het ontwerp geen correcte omzetting van de richtlijnen waarborgen. De verzoening zou door een van de partijen op dilatoire wijze kunnen worden gebruikt.

Artikel 4

Om een regel te stellen dient de onvoltooid tegenwoordige tijd en niet de toekomstige tijd te worden gebruikt. Men schrijve bovendien "artikel 12, § 2, tweede lid" in plaats van "artikel 12, § 2, lid 2" en in de Franse tekst moet dit artikel eindigen met een punt, niet met een komma.

Artikel 5

De aan het Instituut geboden mogelijkheid om de termijn van zes maanden te verlengen is onverenigbaar met de Europese richtlijnen (1).

(1) Zie vorige voetnoot.

Bovendien is die termijn van zes maanden een maximumtermijn, waarbij niets eraan mag in de weg staan dat de Kamer haar beslissing veel sneller neemt.

Artikel 5 moet dus worden gesteld als volgt :

"Art. 5 De Kamer neemt haar beslissing binnen een termijn van zes maanden na ontvangst van het verzoek."

Artikel 6

In het tweede lid dient te worden bepaald welke informatie moet worden bekendgemaakt. De ontworpen tekst verzuimt onder meer te bepalen of de datum van de beslissing, de naam van de partijen of de inhoud van de beslissing moet worden bekendgemaakt.

In hetzelfde lid schrijve men in de Frans tekst "Moniteur belge" in plaats van "Moniteur Belge".

Artikel 7

1. De indeling in paragrafen moet vervallen. Er is immers slechts grond om een artikel in paragrafen in te delen als ten minste één van die paragrafen verscheidene leden bevat.

.../...

2. In paragraaf 1 (die het eerste lid wordt), wordt voorgesteld te schrijven : "onder wie een voorzitter" in plaats van "inclusief de voorzitter".

3. In paragraaf 2 (die het tweede lid wordt) is de betekenis van de woorden "behoorlijk aanvaarde onttrekking" hoegenaamd niet duidelijk. De tekst moet worden herzien.

In dezelfde paragraaf schrijve men "het eerste lid" in plaats van "vorige paragraaf".

Artikel 9

1. In paragraaf 1 schrijve men in de Franse tekst "recueillir" in plaats van "récolter"; voorts schrijve men "haar die te bezorgen" in plaats van "bijkomende informatie of uitleg aan de Kamer te verstrekken".

2. In paragraaf 2 schrijve men "De Kamer hoort de partijen ... (voorts zoals in het ontwerp)". Bovendien schrijve men in de Franse tekst "compte tenu" in plaats van "contenu".

3. In paragraaf 3 schrijve men in de Franse tekst "des experts" in plaats van "experts".

.../...

4. In paragraaf 4 dient het woord "regelmatig" te vervallen.

In dezelfde paragraaf is de betekenis van de woorden "en zij geen geldig excuus hebben aangevoerd om hun afwezigheid te rechtvaardigen onduidelijk. Is het voldoende een "excuus" aan te voeren zonder dat daarover uitspraak wordt gedaan opdat de Kamer niet meer "gemachtigd (is) haar opdracht te volbrengen" ? Zo niet, wie oordeelt dan over de "geldigheid" van het "excuus", binnen welke termijn en volgens welke procedure ?

In verband met dezelfde paragraaf zou het wellicht aangewezen zijn, opdat de Kamer "zich ervan (kan) vergewissen dat de oproeping is toegekomen", te bepalen dat deze oproeping toegezonden wordt bij aangetekende brief met ontvangstbewijs.

5. Artikel 79ter, § 1, derde lid, van de voormelde wet van 21 maart 1991, dat de rechtsgrond van het ontwerp vormt, luidt : "De werking van «De Kamer» en de procedure worden door de Koning, op advies van het Instituut vastgesteld". Paragraaf 6, die het Instituut de bevoegdheid opdraagt om de "praktische regels van de procedure" vast te stellen, schendt deze bepaling.

.../...

Artikel 11

1. In paragraaf 1 dienen de woorden "wanneer het dit nodig acht" als overbodig te vervallen.

Paragraaf 6 dient uit het oogpunt van artikel 12, § 2, als overbodig te vervallen.

Artikel 12

1. Paragraaf 2, eerste lid, is slecht gesteld. Het zou eenvoudiger zijn te bepalen : "De partijen beijveren zich om de in dit besluit beschreven procedures vlot te laten verlopen".

2. Wat paragraaf 2, tweede lid betreft, twijfelt de Raad van State aan de echte doeltreffendheid van de ingebrekestelling en de vermelding ervan in een verslag dat wordt toegezonden aan de partijen, aangezien de tekst geen enkel gevolg eraan verbindt.

In de bespreking van het artikel wordt weliswaar uitgelegd dat "de meest gereede partij (...) dit verslag (kan) aanwenden bij een vordering voor de gewone rechter". Die uitleg wekt verwondering bij de Raad van State. Het is de Raad immers niet duidelijk op grond waarvan de rechter geadieerd zou kunnen worden terzake van een proceduregeschil voor de Kamer.

.../...

Artikel 14

De woorden "van dit besluit" dienen te vervallen.

Artikel 15

Het is de Raad van State niet duidelijk om welke objectieve reden er zou moeten worden afgeweken van de gebruikelijke regel inzake de inwerkingtreding van de verordeningsteksten.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J. van COMPERNOLLE,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur. La note
du Bureau de coordination a été
rédigée et exposée par
M. C. AMELYNCK, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, auditeur.
De nota van het Coördinatiebureau
werd opgesteld en toegelicht door
de H. C. AMELYNCK, referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN